



Conseil de sécurité

Briefing non-prolifération et la République populaire démocratique de Corée

New York, le 20 février 2023

Déclaration lue par Pascale Baeriswyl
Représentante permanente de la Suisse

Madame la Présidente,

Nous remercions le secrétaire général adjoint Khaled Khiari pour son exposé. Le lancement de missiles balistiques de portée intercontinentale ainsi que les propos de la vice-présidente du Comité central du Parti des travailleurs de Corée sont des développements particulièrement inquiétants. Ils attisent l'escalade de la rhétorique et les tensions sécuritaires dans la région. Le rythme soutenu du programme nucléaire nord-coréen et son impact sur la non-prolifération et la sécurité internationale sont une menace pour toute la communauté internationale. Les conséquences humanitaires catastrophiques que provoquerait l'emploi d'armes nucléaires doivent nous inciter à redoubler d'efforts en faveur de la non-prolifération, du désarmement et du maintien du tabou nucléaire. Il est dans l'intérêt de toute l'humanité que les armes nucléaires ne soient utilisées en aucune circonstance. Nous saluons le rappel par les P5, qu'une guerre nucléaire ne peut être gagnée et ne doit jamais être menée, réaffirmé par le Directeur Wang Yi à la Conférence sur la Sécurité de Munich.

C'est avec inquiétude que la Suisse a suivi l'augmentation des tirs de missiles balistiques, effectués en grand nombre ces derniers mois, par la République populaire démocratique de Corée, qui développe ainsi des vecteurs nucléaires de plus en plus nombreux.

C'est important que le Conseil se réunisse aujourd'hui à ce sujet. Nous réfutons toute caractérisation de nos réunions et délibérations comme une provocation envers la RPDC. Nous ne pouvons pas ignorer notre devoir et des responsabilités qui se déclinent dans les domaines suivants:

Premièrement, dans le domaine de la non-prolifération nucléaire, il est de notre devoir collectif de condamner les essais de missiles balistiques de la RPDC. Ces tirs sont en violation des résolutions de ce Conseil et donc du droit international.

La Suisse exhorte la RPDC à mettre en œuvre ses obligations selon les résolutions du Conseil et à prendre des mesures concrètes en vue d'abandonner ses armes nucléaires, ses missiles balistiques et ses programmes connexes de manière complète, vérifiable et irréversible. Nous sommions la RPDC de réintégrer le Traité de Non-Prolifération (TNP) en tant qu'État non doté d'armes nucléaires et d'appliquer à nouveau le plus tôt possible les garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Nous appelons également la RPDC, ainsi que

tous les autres états figurant dans l'annexe 2, à signer et à ratifier le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICEN).

Nous rappelons que si les obligations qui découlent des résolutions valent en premier lieu pour la RPDC, elles s'appliquent également à tous les États, dans la mesure où ils sont tenus d'assurer et de faire respecter la mise en œuvre effective des sanctions pertinentes du Conseil de sécurité.

Deuxièmement, dans le domaine de la mise en œuvre des sanctions, la Suisse salue l'attention croissante du Conseil pour veiller à ce que l'aide humanitaire reste possible. Le Conseil a d'ailleurs démontré son engagement et son unité il y a deux mois en adoptant la résolution 2664 (2022), qui doit être mise en œuvre. Le comité 1718 joue un rôle essentiel afin de faciliter l'aide humanitaire grâce à un système d'exemptions. Ce mécanisme est désormais complété par une exemption humanitaire applicable à l'ensemble des régimes de sanctions. Nous espérons donc qu'une fois les lourdes restrictions liées à la pandémie entravant gravement le soutien humanitaire international, levées par la RPDC, ce soutien humanitaire puisse reprendre rapidement.

Troisièmement, ce Conseil a un rôle à jouer afin d'encourager le dialogue, la désescalade et la recherche de solutions diplomatiques. Pour l'instant, son silence prolongé suscite non seulement l'inquiétude, mais empêche aussi d'agir en faveur d'une action politique sur la péninsule coréenne. Or comme nous l'avons tous entendu dans les interventions précédentes, la volonté collective et individuelle de mener et de soutenir un dialogue avec la RPDC existe. Nous encourageons la RPDC à s'engager avec le Conseil de manière constructive. Cet appel au dialogue serait plus fort s'il s'articulait autour d'une position unie.

La Suisse soutiendra tous les efforts pour parvenir à l'unité de ce Conseil, qui doit garder ses ambitions initiales et assumer son rôle.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Madam President,

We thank Assistant-Secretary-General Khaled Khiari for his presentation. The launch of intercontinental ballistic missiles and the remarks of the Vice Chairwoman of the Central Committee of the Workers' Party of Korea are particularly disturbing developments that are further inciting the escalating rhetoric and security tensions in the region.

The steady pace of North Korea's nuclear program and its impact on nonproliferation and international security are a threat to the entire international community. The catastrophic humanitarian consequences of the use of nuclear weapons should incite us to redouble our efforts to promote nonproliferation, disarmament and the maintenance of the nuclear taboo. It is in the interest of humanity that nuclear weapons are not used under any circumstances. We welcome the P5's reminder that a nuclear war cannot be won and must never be fought, reaffirmed by Director Wang Yi at the Munich Security Conference.

Switzerland has followed with concern the increasing number of ballistic missile launches by the Democratic People's Republic of Korea in recent months that thus develops an increasing number of nuclear delivery systems.

It is important that the Council is meeting today on this issue. We refute any characterization of our meetings and deliberations as a provocation to the DPRK. We cannot ignore our duty and responsibilities that fall into the following areas:

First, in the area of nuclear nonproliferation, we consider it our collective duty to condemn the DPRK's ballistic missile tests. These launches are in violation of the resolutions of this Council and thus of international law.

Switzerland urges the DPRK to implement its obligations under the Council's resolutions and to take concrete steps to abandon its nuclear weapons, ballistic missiles and related programs in a complete, verifiable and irreversible manner. We call upon the DPRK to return to the Non-Proliferation Treaty (NPT) as a non-nuclear weapon state and to resume implementation of the safeguards by the International Atomic Energy Agency (IAEA) as soon as possible. We also call upon the DPRK, along with all other Annex 2 states, to sign and ratify the Comprehensive Nuclear Test Ban Treaty (CTBT).

We recall that while the obligations under the resolutions fall primarily to the DPRK, they also apply to all states insofar as they are required to ensure and enforce effective implementation of the relevant Security Council sanctions.

Second, in the area of sanctions implementation, Switzerland welcomes the Council's increasing attention to ensuring that humanitarian action remains possible. The Council demonstrated its commitment and unity two months ago by adopting resolution 2664, which must be implemented. The 1718 Committee plays a key role in facilitating humanitarian assistance through a system of exemptions. This mechanism is now complemented by a humanitarian exemption applicable to all sanctions regimes. We therefore hope that once the heavy restrictions on international humanitarian support due to the pandemic are lifted by the DPRK, humanitarian support can resume quickly.

Third, this Council has a role to play in encouraging dialogue, de-escalation and the search for diplomatic solutions. At present, its prolonged silence not only causes concern, but also prevents political action on the Korean Peninsula. Yet, as we have all heard in previous statements, the collective and individual will to conduct and support a dialogue with the DPRK exists. We encourage the DPRK to engage with the Council in a constructive manner. This call for dialogue would be stronger if it were articulated around a united position.

Switzerland will therefore support all efforts to achieve this unity of the Council, which must keep its initial ambitions and fully assume its role.

Thank you very much.